

# L'Humanité



# le Rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi  
14 octobre 1976

No 545

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## Parmi 500 capitalistes

# MITTERRAND EN FAMILLE

500 capitalistes étaient réunis mardi pour discuter avec Mitterrand sur la politique qu'appliquerait un gouvernement «de gauche». Il s'agissait d'un nouvel épisode dans les préparatifs électoraux en cours. Le but de Mitterrand : convaincre

les patrons qu'avec la «gauche» au pouvoir ils n'ont rien à craindre et que même ils y gagneraient. D'après un sondage, d'ores et déjà 37 % d'entre eux en sont convaincus. Mitterrand a exprimé l'espoir que bientôt ce pourcentage allait

augmenter. «C'est une affaire de climat» devait-il dire.

Cette réunion entre bourgeois aura permis de mieux voir qu'entre les capitalistes et Mitterrand, il n'y a pas de différences. Ils sont bien du même camp, tous décidés à perpétuer le système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Une bonne partie de la discussion devait porter sur les nationalisations prévues par le «programme commun». Mitterrand s'est employé à démontrer qu'elles ne remettaient nullement en cause le capitalisme. A l'adresse du président de Pechiney-Ugine-Kuhlman, il déclarait : «La nationalisation n'est pas une sanction, c'est une promotion... J'ai beaucoup admiré le travail de votre prédécesseur...» et parlant du truts PUK il ajoutait : «C'est une remarquable réussite de l'esprit humain». Les travailleurs licenciés, exploités par PUK, apprécieront.

Mais surtout, Mitterrand allait rassurer les capitalistes sur les indemnités qu'ils toucheraient. «Vous n'aurez pas de perte de capital», s'exclamait-il. Comme cela est en effet normal en système capitaliste, l'État indemniserait les capitalistes touchés par les nationalisations. Et pour leur montrer que vraiment ils n'y perdraient pas, il donnait l'exemple de la CGE qui «a constitué son patrimoine avec l'indemnisation d'EDF». Ce qui montre que lorsqu'on cherche à nous présenter les nationalisations comme des mesures anticapitalistes, c'est une plaisanterie. Les indemnités que les capitalistes toucheraient leur permettraient d'investir dans d'autres secteurs où ils pourraient réaliser des profits. Les travailleurs quant à eux se poseraient légitimement une question de bon sens. Avec quel argent les capitalistes seront-ils indemnisés ? La réponse est claire : avec l'argent des travailleurs.

(Suite p. 3)

# LES COMORES ACCUSENT L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Le ministre des Affaires étrangères des Comores a déclaré mardi soir devant l'Assemblée générale des Nations unies que les Comores, avec l'affaire de Mayotte, sont le premier exemple d'un pays indépendant, reconnu par la communauté internationale, qui se trouve «assujéti à un processus de recolonisation».

«L'affaire de Mayotte constitue un précédent lourd de conséquences pour la stabilité et la sécurité des pays indépendants de cette région d'Afrique et pour l'intégrité des jeunes nations qui, confrontées à de multiples problèmes socio-économiques, courent le risque d'une division imposée du dehors», a-t-il déclaré.

Le ministre comorien a fait valoir que la France, après avoir signé la déclaration

commune sur l'accès à l'indépendance des Comores en 1974 et après que cette indépendance eut été approuvée par la majorité des Comoriens par référendum, a occupé l'île de Mayotte, au mépris de la morale internationale, des principes de la Charte de l'ONU.

Il a en outre accusé la France de consolider son occupation de l'île par la mise en place d'une administration «forte, rigide et omniprésente», l'organisation de référendum visant à justifier a posteriori la division des Comores et une action diplomatique auprès des autres pays pour «faire de la cause comorienne une cause sans soutien et sans appui». Il a lancé un appel à la solidarité internationale pour la défense de l'indépendance des Comores.

## ECHOS DE LA JOURNÉE DU 7 OCTOBRE

Nous continuons de publier une série d'échos sur la journée du 7 octobre dans les entreprises. Ils montrent que l'opposition grandissante aux manœuvres des dirigeants révisionnistes s'est manifestée sous des formes multiples.

En ce qui concerne les PTT, un postier d'un service administratif parisien nous écrit que les dirigeants CGT ont surtout fait appel aux cadres et gradés élevés (comme à Renault) :

Le tract d'appel à la grève du 7 octobre pondu pour les PTT par l'UFC-CGT (Union fédérale des cadres) à l'usage des adhérents «gradés» (Eh oui ! on ne mélange pas les torchons et les serviettes) mérite qu'on s'y arrête : on y apprend que les cadres sont «particulièrement visés» (!), que le pouvoir, aidé par les «démagogues de l'anti-hiérarchie» (!) cherche à les «culpabiliser» (!).

Ces pauvres inspecteurs principaux, directeurs départementaux adjoints, administrateurs et autres caïds des PTT de la bourgeoisie, émargeant à 6 800, 7 000 F mensuels et plus — sans parler des gratifications officielles et celles qui ne le sont pas, surtout aux Télécoms — auraient vu leur pouvoir d'achat amputé de 5 à 10 % depuis 5 ans !

On comprend que ce langage, encore plus clair que celui de la bourgeoisie (et qui ressort aussi la tarte à la crème avariée de la «défense du service public») ait été entendu.

Travaillant dans un assez important service administratif PTT, j'ai en tout cas pu constater que l'essentiel des grévistes s'était aujourd'hui recruté dans les inspecteurs, inspecteurs centraux et autres cadres (pour ceux du moins que la circulaire scélérate anti-grève de 58 ne menace pas de révocation en pareil cas).

De nombreux employés de petit grade (agents, contrôleurs, CT-DIV...), refusant le chantage de Séguy («vous nous suivez ou vous êtes pour le plan Barre») sont venus travailler, non pas parce que ce sont des jaunes, mais parce qu'ils refusent de telles journées-bidon de manifestation pré-électorales et de diversion aux luttes réelles.

Par contre, dans les centres postaux d'arrondissements, les centraux téléphoniques et les centres de tri parisiens — donc là où se trouvent les postiers les plus exploités — le pourcentage des grévistes a été plus important que lors des autres journées.

(Suite p. 4)

## Zimbabwe

# Les conditions des patriotes africains

La Grande-Bretagne a convoqué pour le 21 octobre à Genève la conférence destinée à former le gouvernement de transition qui, selon le plan anglo-américain, devrait monnayer l'accès au pouvoir de la majorité noire dans... deux ans !

Tel qu'il a été présenté à ce jour par Ian Smith, le chef de file des racistes rhodésiens, ce plan prévoit la création d'un conseil d'État présidé par un noir, avec des «ministres blancs pour la défense et le maintien de l'ordre». Dès la formation de ce gouvernement intérimaire, exige Ian Smith, les sanctions internationales contre la Rhodésie devraient être levées et la guérilla des patriotes africains stoppée.

Les présidents des États africains de «première ligne», ainsi que des porte-

paroles des patriotes zimbabwés, ont immédiatement fait savoir qu'ils rejetaient ce plan hypocrite, tout en acceptant le passage progressif au régime de majorité.

Joshua Nkomo, leader de l'aile intérieure de l'ANC a déjà fait savoir qu'il refusait la date retenue par le gouvernement britannique, exigeant qu'elle soit adoptée en accord avec les dirigeants nationalistes noirs et qu'elle aboutisse à un transfert immédiat de pouvoir à la majorité noire. J. Nkomo participe en ce moment aux intenses négociations qui visent à réunifier les mouvements patriotiques zimbabwés actuellement divisés. L'ANC intérieure qu'il dirige a déjà annoncé que son mouvement ainsi que l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) qui re-

groupes une majorité de guérilleros opérant à proximité du Mozambique participeraient à la conférence au sein d'une même délégation unifiée et sous la même direction.

En attendant, sur le terrain, les patriotes africains renforcent leur offensive. Il y a 8 jours, un attentat à la bombe détruisait un pont à 17 km de Victoria Falls, dans l'ouest de la Rhodésie, à la frontière zambienne. Une locomotive et 11 wagons transportant du cuivre ont été détruits. Le week-end dernier un autre pont sautait dans le parc national de Inyanga, dans l'est de la Rhodésie.

C'est là une affirmation dans les actes que les fusils africains ne se tairont pas tant que la cause de l'indépendance du peuple zimbabwés n'aura pas triomphé.

## Le représentant du Kampuchéa Démocratique à l'ONU

# «NOUS AVANÇONS FERMEMENT SUR LA VOIE DE L'INDEPENDANCE»

Parlant devant l'Assemblée générale de l'ONU, le porte-parole du Kampuchéa démocratique, Ieng Sary, a confirmé l'orientation indépendante et révolutionnaire adoptée par son pays.

Il a notamment déclaré : «La voix des pays non-alignés et du tiers monde est devenue ainsi une voix que la communauté mondiale ne peut ignorer dans tous ses débats et dans la recherche de solutions aux problèmes internationaux. L'émergence de nombreux États indépendants du tiers monde, le dynamisme et la vitalité du mouvement non-aligné ont

changé la face du monde...

«Immédiatement après la libération, le peuple du Kampuchéa s'est engagé partout dans le pays, dans un vaste et impétueux mouvement révolutionnaire de masse pour remplir deux tâches fondamentales : défendre et édifier le pays...

«Dans cette nouvelle étape de sa lutte, notre peuple continue à s'en tenir ferme-

ment à la même ligne politique qui l'a conduit à la victoire historique du 17 avril 1975, à savoir la ligne d'indépendance, de souveraineté, de compter sur ses propres forces.»

Ieng Sary a affirmé : «Le Kampuchéa démocratique ne participe à aucune alliance ni à aucune association régionale. Il s'oppose à toute installation de base militaire étrangère sur son territoire et à toutes les formes d'intervention et d'ingérence dans ses affaires

intérieures. Notre peuple se doit de défendre résolument son indépendance, sa souveraineté nationale, son intégrité territoriale et son droit inaliénable de décider lui-même de sa propre destinée pour lesquels il a tant lutté et consenti tant de sacrifices. En même temps, le Kampuchéa démocratique continue à mobiliser ses efforts pour établir et entretenir, avec ses voisins comme tous les autres pays dans le monde, d'étroites relations d'amitié fondées sur le strict respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, du principe d'égalité et des avantages réciproques. Jamais, le Kampuchéa démocratique ne s'ingère dans les affaires intérieures des autres pays.

«A tous les mouvements de lutte des peuples pour l'indépendance, la liberté, la démocratie et le progrès social, contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, le sionisme et toutes les autres formes de domination et d'exploitation étrangères, le Kampuchéa démocratique continuera comme par le passé à manifester sa solidarité agissante et son ferme soutien.»

## Le peuple timorais luttera jusqu'à la victoire finale

Alerico Fernandes, ministre de l'Intérieur de la République démocratique de Timor oriental a déclaré récemment que le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Est (Fretilin) est puissant parce qu'il jouit de l'appui de l'ensemble du peuple de Timor-Est, a rapporté la radio de Timor-Est captée à Darwin.

Il a ajouté que le peuple timorais est conscient que sa lutte est juste et qu'il s'apprête à persévérer dans une guerre de guérilla de longue haleine jusqu'à la victoire totale.

Il a dit le 6 octobre que les forces armées du Fretilin avaient lancé le premier octobre à Suai plusieurs attaques contre l'ennemi, éliminant 135 soldats des troupes

régulières indonésiennes. Du 14 au 30 septembre au cours des combats qui ont eu lieu à Suai, les vaillants combattants du Fretilin ont tué 90 soldats indonésiens, blessé beaucoup d'autres et récupéré quantité de matériel de guerre. Dans les régions de Bobonaro et de Lolotoe, le Fretilin a éliminé 72 soldats indonésiens du 15 au 23 septembre. Le 4 octobre, les forces armées du Fretilin ont détruit à Ossu un véhicule militaire et tué tous les ennemis à bord. Il a déclaré le 4 octobre que les forces armées révolutionnaires avaient attaqué un village ennemi à Ossu, tuant 40 agresseurs indonésiens et blessant beaucoup d'autres. Le 20 septembre, elles ont anéanti 12 ennemis à Tutuala.

## Le peuple palestinien à l'offensive

En dépit des multiples intrigues et complots qui visent à étouffer sa juste lutte, le peuple palestinien est toujours à l'offensive à l'intérieur même des territoires occupés par les sionistes israéliens, particulièrement sur les deux rives du Jourdain et dans la bande de Gaza. Grandes manifestations, grèves ouvrières, grèves des commerçants et grèves des cours se succèdent pour protester contre l'occupant sioniste. Depuis le début octobre, d'importantes manifestations se déroulent à Naplouse, Ramallah, et Khalel, sur la rive occidentale du Jourdain, et à Gaza pour célébrer le troisième anniversaire de la guerre d'octobre. Scandant des mots d'ordre antisionistes les manifestants se battent vaillamment contre policiers et militaires sionistes dépêchés pour les réprimer.

Un nouveau slogan, apparu cette année, connaît un grand succès parmi les manifestants : «Organisons-nous pour résister à Israël !» Il traduit un nouvel essor dans la lutte du peuple palestinien dont témoigne aussi l'ampleur de la répression qui se déchaîne : 55 personnes ont été arrêtées ce week-end à Gaza sous l'inculpation d'appartenance à des réseaux palestiniens. Le couvre-feu imposé la semaine dernière à Hébron en Cisjordanie est maintenu pour le dixième

jour consécutif.

Les sionistes poursuivent toujours avec zèle leur plan de «judaisation» des terres ; ils confisquent systématiquement des terres encore aux mains des Palestiniens pour y installer des kibboutz.

La politique agressive et fasciste d'Israël se heurte également de plus en plus souvent au mécontentement des travailleurs en Israël même, qui souffrent de l'augmentation continue des impôts et des prix.

Récemment les travailleurs médicaux et les employés d'aéroport ont fait plusieurs grèves pour réclamer l'amélioration des conditions de travail et des augmentations de salaire. Les employés refusent les heures supplémentaires et les tâches de garde et de patrouille.

Sans le soutien à bout de bras que lui apporte l'une comme l'autre superpuissance, le sionisme israélien serait bien vite balayé. Le président Ford vient d'approuver la semaine dernière l'addition à la liste de matériel militaire qui doit être fourni à Israël en 1977 de «certains types d'armements». Il s'agit notamment d'un nouveau type de missile antichar ultra-secret. L'assistance militaire US à Israël pour 1977 s'élèvera à la coquette somme de un milliard de

dollars. Elle ne s'arrêtera pas là puisque une déclaration récente de la Maison blanche, publiée à l'issue des entretiens avec le sioniste Ygal Allon, affirme que «les USA entendent poursuivre leur politique généreuse d'aide économique et militaire à Israël».

De leur côté, les soviétiques montrent patte blanche à Israël. La récente note de Gromyko «aux différents parties en conflit au Proche-Orient» renouvelle lourdement les engagements antérieurement pris par l'URSS de contribuer «au droit à l'existence d'Israël».

C'est très amicalement que les représentants soviétiques et sionistes à l'ONU se sont entretenus plus d'une heure le week-end dernier. Le ministre des Affaires étrangères sioniste avait auparavant déclaré publiquement — sans être réfuté — que «Moscou était intéressé à un dialogue avec Israël mais que celui-ci n'avait aucune raison de s'y laisser entraîner sans recevoir une compensation politique satisfaisante».

La lutte qui se développe sans trêve dans les territoires occupés par les sionistes israéliens, est la juste réponse à ces manœuvres qui, pour être multiples et diverses, n'en sont pas moins toutes vouées au plus cuisant échec.

## Les racistes sud-africains totalement isolés

M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a déclaré lundi, devant le comité spécial des Nations unies contre l'apartheid, à l'occasion de la «journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud», que l'Onu devait apporter un soutien «inconditionnel» à la «juste cause» de ceux qui s'opposent à l'apartheid.

«Il ne peut y avoir de solution réelle et effective à la situation prévalant en Afrique du Sud tant que l'apartheid n'aura pas été éliminé et les droits de l'homme respectés», a affirmé M. Waldheim, ajoutant que la politique «d'injustice et de répression raciales» du gouvernement sud-africain, et son refus de répondre aux appels de l'ONU, seraient «un sujet de grave préoccupation».

Les manifestations récentes en Afrique du Sud, au cours desquelles «des centaines d'innocents ont été tués ou blessés, prouvent d'une façon dramatique que l'apartheid est une politique conduisant inévitablement à la violence», a encore déclaré le secrétaire général de l'ONU.

Cette prise de position est le reflet de la dénonciation unanime des racistes sud-africains à travers le monde.

## Madagascar

### Les fonctionnaires participent à la bataille du riz

Pendant dix jours depuis lundi, près de trois mille fonctionnaires ou employés de bureau des administrations de la capitale malgache sont appelés à se reconverter en paysans pour aider à la «bataille du riz».

Ils seront transportés dans les marais de Laniera, dans la banlieue d'Antananarivo, où ils participeront au repiquage du riz, qui doit s'effectuer impérativement dans les semaines qui viennent.

Au cours d'une conférence de presse, M. Simon Pierre, ministre du Développement rural et de la réforme agraire, a expliqué qu'il s'agit d'aider à augmenter la production de paddy de 40 000 tonnes par an, dans un pays qui en produit quelque deux millions de tonnes chaque année.

La population malgache s'accroissant en moyenne annuellement de 2,5 %, il faut augmenter de 20 000 hectares chaque année les surfaces cultivées en riz pour permettre la satisfaction des besoins.

D'autre part, selon le ministre, le brassage entre ruraux et citadins doit permettre de «transformer la mentalité des bureaucrates» et de fortifier les structures de la coopération dans ce domaine.

## Liban

### Yasser Arafat lance un appel aux dirigeants arabes

Une fois de plus, les espoirs de cessez-le-feu au Liban viennent d'être anéantis. Alors que devait se tenir une nouvelle réunion à Chtaura devant consacrer un accord de cessez-le-feu, la Syrie a lancé mardi matin une nouvelle offensive militaire au Sud-Liban contre la Résistance palestinienne. La réunion de Chtaura a été annulée. On s'attend également à ce que les forces fascistes lancent une offensive dans la matinée de mercredi.

Mardi soir, Yasser Arafat, président de l'OLP, a lancé un appel aux chefs d'État arabes leur demandant de conjuguer leurs efforts pour arrêter l'opération syrienne. «Cette attaque surprise, déclare-t-il, coïncide avec les réunions de Chtaura, dont la dernière en date devait avoir lieu mercredi, et devait être consacrée à signer l'accord intervenu et malgré l'esprit positif et le désir sincère manifesté par l'OLP de parvenir à un règlement de la crise libanaise.»

Pendant ce temps se prépare un sommet arabe qui doit se tenir au Caire le 18 octobre. 16 pays ont déjà donné leur accord.

Au Sud-Liban, la Résistance palestinienne doit également faire face aux agressions sionistes. Mardi soir, le secrétaire général de la Ligue arabe a adressé un message au secrétaire général de l'ONU pour dénoncer les actes d'agression d'Israël au Sud-Liban.

L'URSS quant à elle continue de mettre de l'huile sur le feu. Mardi, l'ambassadeur russe a été reçu par le ministre syrien des Affaires étrangères. L'entretien a porté sur les relations «excellentes» entre l'URSS et la Syrie et sur les moyens de les renforcer.

**PÉKIN INFORMATION**  
1 an — 52 Nos — 21,00 F

## nouvelles intérieures

## Parmi 500 capitalistes

MITTERRAND  
EN FAMILLE

(Suite de la p. 1)

Toujours à propos des nationalisations, Mitterrand devait indiquer que de 9 prévues au départ, elles ne sont plus que 7. En effet, deux des groupes monopolistes sont passés sous contrôle étranger et le Programme commun s'est bien gardé de prévoir la nationalisation des entreprises étrangères : dans ce cas, la première banque à nationaliser aurait été une banque russe, la Banque commerciale pour l'Europe du Nord. C'est en effet la première banque étrangère en France : la direction y est fort liée au PCF.

Tout ceci confirme pleinement ce que nous ne cessons de dire : les nationalisations ne remettent nullement en cause le capitalisme. Et il en sera ainsi tant que l'Etat de la bourgeoisie sera en place.

Mitterrand s'est également employé à démontrer qu'avec la «gauche», les patrons pourront continuer à s'en mettre plein les poches.

A la question «Pourrions-nous faire des bénéfices?», il s'empressait de répondre : «Il ne s'agit pas de refuser le profit».

En ce qui concerne les promesses faites aux travailleurs, il a indiqué que vraiment elles n'avaient rien d'extraordinaire. Comme exemple il donnait celui du SMIG aujourd'hui plus élevé que ce que prévoyait le «Programme commun». Mais surtout, Mitterrand devait faire miroiter aux yeux des patrons l'essentiel que seule «l'Union de la gauche» peut leur promettre : le «consentement social», la «paix sociale». Il devait notamment affirmer «Il y a un conflit ouvriers-partons qu'il faut dépasser». D'ores et déjà, une partie des capitalistes ont choisi la «gauche» pour ces raisons. Un gouvernement de «gauche» pourra plus facilement se disent-ils faire accepter des sacrifices aux travailleurs. Avec la CGT, et pourquoi pas la

CFDT, les luttes ouvrières pourraient être plus facilement étouffées sous le prétexte de «ne pas mettre en difficulté le gouvernement». Le fameux consensus social dont parle tant Barre pourrait enfin être obtenu espèrent-ils. Autrement dit, Mitterrand espère que les travailleurs accepteraient plus facilement leur exploitation.

Si besoin en était tout ceci aura démontré qu'entre un Mitterrand et un Giscard il n'y a guère plus de différence qu'entre un bonnet blanc et un blanc bonnet.

Ce que Gaston Defferre devait d'ailleurs confirmer sur l'antenne d'Europe 1 en déclarant «Le président est plein de bonnes intentions, mais il ne se donne pas les moyens d'atteindre ses objectifs». Le but est le même : préserver l'existence du capitalisme.

Le ministère de l'intérieur interdit l'Association  
des étudiants gabonnais en FranceLiberté d'expression pour  
les patriotes africains !

Nous apprenons par une lettre que vient de nous adresser un militant de l'Association générale des étudiants gabonnais (AGEG) que, le 25 septembre, la direction de cette association a reçu du ministère de l'Intérieur une notification lui indiquant qu'à désormais l'AGEG n'est plus régie par le décret de loi de 1901 mais par un décret loi fasciste de 1939.

Le ministère de l'Intérieur demande en conséquence à l'AGEG de faire une nouvelle demande d'autorisation et d'adopter de nouveaux statuts stipulant que «l'association s'interdit toute activité politique».

Il est clair qu'il s'agit là en fait d'une interdiction déguisée de cette association visant à l'empêcher d'avoir toute activité anti-impérialiste.

L'Association des étudiants gabonnais qui milite pour une démocratie nou-

velle au Gabon, contre la rivalité des deux superpuissances en Afrique, mène également une lutte résolue contre l'impérialisme français au Gabon et contre ses appuis locaux.

Par cette mesure d'interdiction, le gouvernement français cherche à préserver les intérêts de l'impérialisme français en Afrique, en voulant faire taire les voix qui le dénoncent.

Les marxistes-léninistes se joignent à tous les anti-impérialistes authentiques pour exiger la levée de l'interdiction et la liberté d'expression pour les patriotes africains.

Cette interdiction qui survient après celle du FRAP espagnol, il y a quelques mois, est un pas de plus dans une politique dont le but est de liquider les organisations et associations anti-impérialistes étrangères.

Cette interdiction a lieu après les mesures d'expulsion prises contre quatre étudiants africains membres de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France au mois de septembre dernier, sous le faux prétexte d'occupation des locaux de l'Office de coopération et d'accueil universitaire à Reims. La police était intervenue lors d'une entrevue entre les étudiants africains et le directeur de cet Office. Parmi les quatre étudiants, l'un n'était même pas présent sur les lieux, ce qui montre avec éclat le caractère arbitraire à 100 % de ces expulsions.

En mai 1976, trois étudiants africains avaient été également expulsés de France pour avoir osé dénoncer les escroqueries commises par le directeur de la Maison d'Afrique à la Cité universitaire de Paris.

## Faits pour s'entendre

Du Parti socialiste au gouvernement, le chemin n'est pas long. Preuve en est, le dénommé Jean-Yves Haberer. Ce monsieur est un «technocrate» de premier plan au ministère des Finances. A ce titre, il a été un des «cerveaux» du plan Barre et est chargé de veiller à sa mise en application.

Il est également cofondateur et membre actif de l'association «Échanges et progrès» de Jacques Delors, cet ancien conseiller de Chaban-Delmas, aujourd'hui conseiller économique de Mitterrand.

Ce qui explique pourquoi le PS ne voit pas d'un si mauvais œil le plan Barre.

Quand un maire socialiste  
fait appel aux flics

Depuis le 7 octobre les travailleurs de la Compagnie des transports urbains de Besançon sont en grève et occupent les deux dépôts de la ville. Face à cela, le maire socialiste, le dénommé Minjot, a demandé «l'évacuation des locaux, éventuellement avec l'assistance de la force publique». Comme l'avait fait il y a quelques temps son compère Defferre contre les éboueurs en grève.

Aubagne: Les amours du  
PCF et de la Légion

Les dirigeants du PCF nous ont appris depuis longtemps déjà à faire la différence entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font. Ainsi, il y a quelques jours, en Corse, Marchais demandait la dissolution de la Légion étrangère. En Corse, c'est payant électoralement. A Aubagne, pendant ce temps, c'est le grand amour entre la Légion et le PCF.

Aubagne, à côté de Marseille, est depuis 1964 le quartier général de la Légion étrangère. Aubagne est aussi une municipalité tenue par le PCF. Et entre les deux, tout va pour le mieux. Tous les ans à Noël, la Légion étrangère vient donner un concert sur l'air de «Tiens t'auras du boudin» devant la mairie et le 14 juillet elle défile dans les rues de la ville. Ça va tellement bien qu'aux élections cantonales la «gauche» a obtenu 60 % des voix de la Légion.

Avec le PS ça ne va pas mal du tout non plus. Le secrétaire de la section socialiste d'Aubagne est en effet président de l'Amicale des anciens légionnaires...

C'est la population corse qui sera curieuse d'apprendre tout cela.

## Le Pen héritier

3 milliards pour les  
nostalgiques des  
chemises brunes

Jean-Marie Le Pen serait l'héritier de la fortune personnelle du magnat de la cimenterie, Hubert Lambert, mort le 24 septembre dernier. L'héritage se monterait à près de 3 milliards d'anciens francs.

Le Pen et Lambert étaient liés, non par la famille, mais par la même idéologie : le fascisme. Alors que Le Pen est président du Front national, Lambert était membre du Comité central de ce parti néo-nazi.

Il semble bien pourtant que l'affaire ne semble pas si bien marcher que cela. Le cousin de Lambert, Philippe Lambert, milliardaire également, vient en effet d'engager une action en justice contre Le Pen au sujet du testament de son cousin. Celui-ci évoque à son tour la légalité d'un premier testament rédigé en mars 1973, et demande l'annulation du dernier en date.

Le cousin attaque Le Pen pour escroquerie et explique qu'Hubert Lambert était «un être sans volonté et qu'il était tout à fait facile, pour quelqu'un d'habile, en le flattant, en lui promettant monts et merveilles, d'obtenir de lui ce que l'on voulait».

Les vautours sont autour du riche cadavre et la bataille va être dure pour le partage de la proie.

Seulement, ce n'est pas un scandale d'héritage «dans la haute» tout à fait comme les autres. Celui-ci a ceci de plus qu'il est lié vraisemblablement aux tripatouillages de certains milieux visant à financer certaines organisations para-policières ou néofascistes.

L'affaire la plus récente avait été celle de l'enlèvement du banquier Ferial, dont on apprenait les liens étroits avec Marcantoni, truand bien connu, lié au scandale de l'affaire Markovic. On se souvient également des 800 millions de Dassault, extorqués par son agent comptable pour alimenter on ne sait trop qui.

Que Le Pen ait soutiré quelques milliards à un mourant n'a rien pour nous surprendre. Le plus important maintenant sera de savoir où ira cet argent, si la justice lui donne «gain de cause».

ACHETEZ  
TOUJOURS  
L'HUMANITÉ  
ROUGE  
DANS LE MEME  
KIOSQUE

Une délégation militaire  
russe en France

Une dépêche de l'Agence France presse nous apprend qu'une délégation militaire russe est partie lundi de Moscou pour la France. Elle est conduite par le commandant en chef de l'infanterie du social-impérialisme russe qui est également vice-ministre de la guerre.

Une telle visite est inacceptable et est une nouvelle manifestation de l'esprit munichoïse qui anime le gouvernement français.

Alors que l'URSS ne cesse de renforcer ses préparatifs d'agression, son expansion maritime notamment en Méditerranée, une telle visite ne fait que contribuer à répandre des illusions sur l'URSS.

Il est probable que cette visite prépare celle qu'effectuera Brejnev prochainement dans notre pays.

Il faudra alors faire savoir à ce nouvel Hitler qu'il n'est pas le bienvenu.

## Krivine, conseiller du PCF

«Avec le PS, vous êtes majoritaires dans le pays, qu'attendez-vous?», c'est ainsi que conclut Krivine dans une «lettre ouverte» à Salini, membre du CC du PCF, publiée dans la feuille trotskyste «Rouge». Et Krivine de «proposer» au PCF, et, à travers lui, à l'Union de la gauche, de «provoquer une crise politique», de «démissionner en bloc tous les députés de l'Union de la gauche» et de «provoquer ainsi 180 élections partielles».

Krivine, impatient de voir ses amis à la tête du gouvernement, propose en d'autres termes à l'Union de la gauche de donner le coup de pouce pour des élections législatives anticipées. C'est ce qu'il appelle «ne pas attendre 78», ou plutôt faire 78 en 77.

En réalité, ces propos n'ont rien d'étonnant, venant de la part d'un groupe qui n'a cessé depuis sa création de servir de «voiture-balai» pour tous les travailleurs honnêtes qui se détournent de l'opposition bourgeoise dite «de gauche». Pour ce qui est de la situation politique actuelle dans le pays, Krivine ne fait que dire tout haut ce que les dirigeants révisionnistes du PCF disent tout bas.

Krivine en s'adressant au PCF le supplie de «comprendre» que la manœuvre parlementaire qu'il suggère est la seule capable de tirer tous les fruits de la journée du 7 octobre.

Krivine suggère tout cela pour, dit-il, «éclaircir le débat entre nous». Ce qui est clair pour nous, en tout cas, ce n'est pas le prétendu débat entre Krivine et le PCF, c'est au contraire la soumission générale de la politique trotskyste aux objectifs politiques du faux parti communiste de Georges Marchais. Cette lettre en est une confirmation parfaite.



Sacilor, Sollac (Moselle)

# Une lutte difficile contre le patronat et les traîtres à la classe ouvrière

Nous avons parlé avant-hier des mesures de chômage partiel que la direction du trust Sacilor-Sollac compte prendre à l'encontre de 28 000 travailleurs dans le dernier trimestre de 1976 et des conséquences qu'elles entraîneraient pour les ouvriers de Sacilor mais aussi pour ceux d'autres entreprises sous-traitantes et dans les usines du même groupe.

Si la direction espère entraîner les responsables syndicaux dans la signature d'un accord d'indemnisation du chômage partiel les ouvriers ne sont pas prêts à se laisser faire.

Depuis 30 jours déjà, la majorité des ouvriers de deux ateliers de Sacilor avaient entamé une grève illimitée pour obtenir 300 F d'augmentation pour tous et l'augmentation des effectifs. Les grévistes du petit matériel à Hayange (St-Jacques) et des expéditions à Hagondange sont parmi les plus mal payés de tout le groupe Sacilor. Bien que ne représentant que deux ateliers, ces grèves, surtout celle d'Hagondange sont très efficaces, compte-tenu de la place de ces ateliers dans la production. En paralysant des secteurs vitaux (changement des produits finis dans les trains ou les camions) elles constituent ce qu'on appelle des grèves bouchons. C'est ce que ne pouvait tolérer la direction qui refuse de céder aux revendications et cherchait à briser la grève en divisant la classe ouvrière de Sacilor. En effet les patrons annonçaient la semaine dernière le lock-out de l'usine Sacilor d'Hagondange (2 500 salariés environ).

Les travailleurs du groupe qui avaient riposté à l'annonce des mesures de chômage partiel en bloquant la direction dans son siège à Hayange ne s'en sont pas laissé compter. Dès que le lock-out fut prononcé, un appel à débrayer dans toutes les usines de la région (Hagondange, Gandrange, Rombas) fut lancé pour le mercredi 6 octobre. Malgré la rapidité de la mobilisation la grève fut suivie à environ 50 % dans l'ensemble des 3 usines (18 000 salariés) ce qui témoignait de la solidarité des ouvriers avec leurs camarades en grève et de leur volonté d'engager l'action sur des revendications générales comme l'obtention de la cinquième équipe et l'augmentation des salaires.

Les ouvriers lock-outés à Hagondange refusent dans leur majorité de se retourner contre les grévistes des expéditions et décident alors de venir chaque jour à l'usine pour s'organiser et manifester leur unité contre les patrons du groupe.

Cependant le travail reprenait aux expéditions lundi 11 dans des circonstances que nous ignorons encore, sans satisfaction des revendications.

La lutte n'en est qu'à son début contre Sacilor et bien des obstacles se dressent encore sur le chemin de son développement. En premier lieu la trahison de certains dirigeants de la CGT, dont le manitou à Hagondange s'était déjà illustré contre les grévistes des Nouvelles galeries à Thionville en 73, et qui n'approuvent pas la grève des deux ateliers cités plus haut.

Les militants de la CFDT

majoritaire à Hagondange et influente dans les autres usines, n'ont pas manqué de le souligner publiquement. La divergence de fond se situe entre, d'un côté une «action» tournée vers des manifestations de soutien au Programme commun et à l'Union de la gauche dans la perspective des prochaines élections, le refus d'organiser la lutte de classes, et de l'autre une extension et une organisation de la grève coordonnée dans les différentes entreprises pour la satisfaction des revendications ouvrières, pour faire céder les patrons.

Le refus de la première orientation par les masses ouvrières s'est exprimé clairement le 6 octobre ; alors que plusieurs milliers de travailleurs faisaient grève, ils n'étaient que 200 pour assister au meeting organisé par les dirigeants syndicaux en présence des élus du PCF et du PS locaux.

Cette situation n'est pas propre à Sacilor, c'est ce que nous confiaient des grévistes qui reprochaient aux tracts communs CGT-CFDT de ne pas mentionner la grève des expéditions et du petit matériel ou d'appeler à l'action pour exiger l'ouverture de négociations dans le but de trouver une solution raisonnable au conflit ! C'est la tâche de tous les ouvriers conscients aujourd'hui d'aider leurs camarades de travail à rejeter radicalement le réformisme et le révisionnisme qui prônent la collaboration de classe et ne peuvent conduire qu'à la division ou à l'échec.

A Sacilor comme ailleurs c'est au cœur des luttes ouvrières classe contre classe qu'il faut créer les cellules marxistes-léninistes, pour édifier le parti politique propre du prolétariat, l'état-major de combat qui conduira les masses à la victoire dans les luttes revendicatives et politiques.

## ECHOS DE LA JOURNEE DU 7 OCTOBRE

(Suite de la p. 1)

Il traduisait une volonté de se battre contre la baisse du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de travail, le durcissement de l'encadrement, la répression antisindical et politique, la restructuration capitaliste des centres de tri parisiens en cours (diminution des effectifs, licenciements d'auxiliaires, mutations d'office de titulaires, disparition et éclatement de certains centres...)

La grande majorité des postiers grévistes et manifestants ont compris que seule la destruction de la société capitaliste permettra de leur donner satisfaction durablement. En témoigne l'accueil réservé aux tracts distribués par les postiers marxistes-léninistes de la Recette principale des PTT de Paris et du Centre de tri Paris-Brune, tracts reprenant les déclarations et analyses du PCMLF et dénonçant les manœuvres électoralistes de l'Union de la gauche ainsi

que le caractère capitaliste et impérialiste de l'URSS. A l'intérieur des rangs CFDT, les réactions furent chaleureuses, en particulier chez les postaux de Paris : on se bousculait presque pour les avoir et les lire. Dans le cortège CGT, malgré les menaces et les insultes de quelques excités ou sociaux-fascistes, les attitudes étaient partagées entre la surprise («Ni plan Barre, ni Programme commun, ça alors c'est original !») et un intérêt certain («Ouais, ouais, c'est les marxistes-léninistes !», «Prends-le, celui-là, il est intéressant», début de discussion avec des adhérents et militants syndicaux).

Dans le cortège de la Région parisienne CFDT-PTT regroupant les Postaux, les Chèques, les Centres de tri et les Télécoms, les mots d'ordre révolutionnaires ont été largement repris : «Ni plan Barre, ni Programme commun ! Une seule solution, la révolution !», «Travailleurs français-immigrés,

une seule classe ouvrière !», «Service public, service du fric !», «On ne veut plus travailler le samedi, 35 heures, samedi libre pour tous», «Des effectifs, pas des flics».

Rue du faubourg St-Antoine, de nombreux postiers ont exprimé clairement leur opposition résolue aux partis de la fausse gauche. En passant devant une banderole de la Fédération de Paris du PS ils ont scandé : «Mitterrand, boucher du peuple algérien !», «Palestine vaincra !». Quant aux élus révisionnistes, affublés de leur écharpe tricolore, ils ont eu droit à : «Assemblée nationale, assemblée du capital !», «Ni plan Barre, ni Programme commun ! Une seule solution : la révolution !». Contre mauvaise fortune, ils tentaient de faire bonne figure, et naturellement ils riaient... jaune. Par contre, drapeaux rouges claquant au vent, les postiers ont chanté avec force l'Internationale et la Jeune Garde tout au long de la manifestation.

## la France des luttes

### La défense de l'outil de travail, un mot d'ordre réactionnaire

Au début du mouvement ouvrier, dans la première moitié du 19e siècle, subissant une exploitation féroce, sans droits, les ouvriers pensaient que la source de leur malheur était le machinisme, les machines. Certains le traduisaient en actes en détruisant des machines lors de révoltes ouvrières. L'expérience finit par leur montrer qu'un tel point de vue et une telle méthode de lutte ne pouvaient aboutir aux résultats recherchés. Le mouvement ouvrier ne s'en prit plus dès lors au machinisme mais aux rapports de production capitalistes et à la classe exploiteuse, la bourgeoisie. Aujourd'hui il n'est pas rare de voir à l'inverse des militants prendre la défense des machines ou de l'entreprise en cas de licenciements. La responsabilité en incombe aux réformistes et révisionnistes qui, contrairement aux ouvriers du début du 19e siècle, n'ignorent pas l'existence de la lutte des classes mais trahissent celle du prolétariat.

«Notre entreprise doit vivre, le potentiel économique est d'une haute technicité, il faut sauvegarder le patrimoine, nous fabriquons du matériel compétitif». Voilà une brochette de mots d'ordre que l'on a entendus et entend dans un certain nombre de conflits et que la CFDT et la CGT utilisent fréquemment à un niveau national par exemple (voir la machine-outils, le rallye des bradés, etc.). Ces mots d'ordre sont faux et dangereux à plus d'un titre :

1) Ils laissent entendre que le chômage, les fermetures d'entreprises, que les crises sont évitables avec une meilleure gestion ; Giscard, Barre ou n'importe quel patron ne licencient pas pour le plaisir. S'ils le pouvaient ils ne liquideraient pas des secteurs industriels entiers. Seulement le système capitaliste est source de crises indépendantes de la volonté humaine et rien ni personne n'y changera quoi que ce soit. La seule solution pour éliminer les crises économiques c'est la révolution prolétarienne, l'instauration d'un nouvel ordre économique et politique où le prolétariat exerce la dictature.

2) C'est pour sauvegarder les profits capitalistes et renforcer la concentration qu'en cas de crise la classe ouvrière est surexploitée, et que la concurrence provoque faillites et difficultés pour beaucoup d'entreprises. Il faut alors choisir son camp : celui de tous les ouvriers contre tous les patrons (ceux qui s'écroulent et ceux qui mangent les autres). La défense de l'entreprise ou des machines, c'est se placer du point de vue des patrons et de la rivalité entre eux. Ce n'est pas aux exploités de définir à quelle sauce ils préfèrent être mangés.

3) De tels mots d'ordre conduisent à la division, au corporatisme dans la classe ouvrière : la lutte pour le droit au travail est un principe pour tous les ouvriers et ne dépend pas de l'entreprise à laquelle on appartient, sinon on va voir s'opposer les licenciés de l'entreprise «viable» aux licenciés de l'entreprise non-viable qui n'auraient dans ces conditions qu'à accepter leur sort résigné et honteux d'avoir si mal choisi leur exploitateur !

Bien sûr les travailleurs sont révoltés par le gaspillage fantastique, l'abandon de richesses produites par eux, et cette révolte est juste. On doit en profiter pour montrer les causes de ce gaspillage, de cette anarchie, et éduquer politiquement les masses dans la perspective de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire combattre toute récupération de cette révolte qui serait tentée par des mots d'ordre d'aménagement du capitalisme.

### ARRACHER

### LA CLASSE OUVRIERE

### AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !**



## la France des luttes

## education

ANPE 15ème INTERVIEW  
D'UNE EMPLOYEE

Les travailleurs réunis en AG, lundi, décident de se rendre à la Direction générale (DG), la porte était fermée. Ces messieurs de la direction s'étaient, paraît-il, barricadés de la même façon vendredi dernier de peur d'une « descente du personnel ». Contrairement à ce qui se passe d'habitude où seuls quelques délégués syndicaux voient la direction, c'est l'ensemble des travailleurs qui voulaient la rencontrer. Nous avons profité qu'un responsable de la DG ouvre une porte pour signaler qu'il voulait bien recevoir les délégués pour forcer l'entrée tous ensemble !

Le responsable de la direction a eu l'ironie de dire que la pièce de réunion était trop petite et ne correspondait pas aux normes de sécurité si nous y entrons tous ! Alors que depuis des années, les travailleurs de l'ANPE travaillent dans des conditions épouvantables d'hygiène et de sécurité. Après une bonne heure de discussions nous avons obtenu et fait mettre par écrit : la non-dispersion des travailleurs dans les autres unités de Paris (solution préparée par la direction auparavant), nous n'entrerons pas dans les locaux avant qu'une commission de sécurité de la préfecture les ait visités (bien qu'on puisse se faire rouler à ce sujet), les travailleurs rentrent chez eux et attendent que la direction leur ait trouvé un local conforme, paiement intégral des salaires pendant toute cette période.

Il est évident que la DG va se dépêcher de nous trouver des locaux et ne nous paiera pas à rien faire (ce qui risquerait de donner de « mauvaises » idées aux travailleurs des autres agences qui travaillent souvent dans les mêmes conditions d'insécurité). Il est évident également que la DG va prendre des mesures de répression individuelle (envoi de convocations, affectations arbitraires), face à cela nous avons décidé de faire une AG tous les deux jours dans la cour de Lourmel, de ne pas répondre individuellement aux convocations, de rester unis.

Le point positif de cette journée : une action de masse qui, seule, nous a permis d'obtenir cette première victoire

A suivre

## Presqu'île de Guérande (Morbihan)

Le combat des travailleurs  
des salines contre la ruine  
et les spéculateurs

La presqu'île de Guérande située entre La Baule et Le Croisic offre le spectacle de 1 800 hectares de marais salants à la géométrie rigoureuse.

Exploités depuis le Moyen-Age, les Salines ont donné du travail aux habitants de la presqu'île pendant des siècles. En 1850, la production annuelle était de 50 000 tonnes de sel.

Mais la concurrence d'autres producteurs (Sels du Midi et de Lorraine) par l'utilisation de procédés industriels d'extraction, a fait décliner la production du sel marin de l'Ouest. C'est que, seule, l'eau de mer, le soleil, et les bras du Paludier (travailleur des Salines) produisent le sel marin.

La loi du profit, seul maître en système capitaliste, et la monopolisation, en particulier au niveau de la commercialisation ont fait le reste. Les Salines du Midi plus gros producteur national (présent à Guérande par sa filiale Codisel et propriétaire d'une partie des marais) et les autres négociants contrôlent la vente du produit et imposent leurs prix aux producteurs rassemblés dans un groupement.

Malgré tout, chaque année, 12 000 tonnes de sel marin sont vendues, permettant encore à de nombreux paludiers d'en vivre avec leur famille.

QUAND LA MINE DE SEL  
DEVIENT MINE D'OR

Située juste à côté de La Baule, station balnéaire la plus riche de la côte bretonne,

qui a pour maire Olivier Guichard, la presqu'île de Guérande voit petit à petit le tourisme se substituer aux Salines.

La différence du prix du mètre carré entre les Salines et le terrain à bâtir dans La Baule a de quoi donner le vertige à plus d'un promoteur !

D'autant que l'autoroute Paris-Nantes-St-Nazaire, mettra ces plages à portée des automobilistes parisiens chaque week-end.

Les paludiers de Guérande refusent d'abandonner leur travail pour le profit de quelques promoteurs ou les vacances des bourgeois.

En 1975, ils combattent un projet de route à 4 voies traversant les marais qui empêcherait le fonctionnement d'un tiers des salines, réduisant la production de sel d'autant.

Aujourd'hui la route n'est pas encore construite, elle ne le sera pas de sitôt ! malgré les manœuvres des politiciens locaux maires, députés, préfets, etc.

Les paludiers réclament que tout le marais soit déclaré zone non constructible, et le retrait des projets dits « d'utilité publique » (route, etc.) pour faire échec aux spéculateurs fonciers.

Mais ils luttent aussi pour un juste salaire pour leur travail et leur combat s'apparente à celui des petits paysans, qu'ils soient viticulteurs, éleveurs ou producteurs de lait.

Article réalisé avec l'aide de la brochure « La presqu'île guérandaise » supplément à la revue « Pen ar bed ».

## Perpignan

Grève à l'usine  
des poupées Bella

Les ouvriers et ouvrières de l'usine de poupées Bella à Perpignan se sont mis en grève mardi 5 octobre pour des revendications salariales et les conditions de travail.

Leur salaire actuel est de 1 380 net pour les manœuvres, 1 395 net pour les OS1, 1 450 net pour les OS2, 1 520 net pour les OS3 pour 174 heures par mois.

La qualification est bloquée au niveau OS3. Seuls quelques ouvriers sont OP. Ils n'ont pas de 13e mois mais une prime de 50 F de fin d'année : une aumône ! Beaucoup sont obligés de faire 6 heures supplémentaires le samedi pour pouvoir joindre les deux bouts : ces heures sont payées 25 % en plus... les femmes touchent moins à qualification égale.

Un travailleur nous dit « Je suis OS3, je travaille depuis 7 ans et je touche 1 500 F net par mois, c'est un scandale ! »

60 % des travailleurs sont embauchés sous contrat de quelques mois. Les conditions de travail sont très dures. Au four, nous dit un ouvrier, il fait 50 degrés, la chaleur est très pénible et le bruit est intenable. Un travailleur a déclaré « lors-

qu'on sort de là on a les oreilles qui bourdonnent et on a mal à la tête ».

Leurs revendications sont : 1 700 F de salaire minimum, 600 F de prime de fin d'année, la garantie de l'emploi pour tous, l'amélioration des conditions de travail.

Cette grève est très importante pour la région. D'abord parce que c'est la plus grosse entreprise de Perpignan avec près de 600 travailleurs, avec une proportion égale d'hommes et de femmes. Ensuite, c'est la première grève importante sur l'entreprise depuis 68.

Actuellement 50 % des travailleurs sont en grève. Les femmes et les ouvriers du four sont en majorité, de plus ils sont aux postes clés de la production (implantation des cheveux de poupée et four) bloquant ainsi l'ensemble de la production.

Le moment de la grève est bien choisi car Noël approche et les stocks sont insuffisants. Le patron croyait que la grève allait s'arrêter le 7 octobre. Il doit déchanter.

Les grévistes ont mis en place un piquet de grève qui a pour rôle de rallier les hésitants par la discussion et d'empêcher les camions de sortir la marchandise. En majorité les chauffeurs de camion sont solidaires. L'un d'eux a dit « Je ne charge pas une usine en grève », un autre a déclaré « c'est bien, vous avez raison ». Seul un chauffeur, contremaître dans l'entreprise a forcé le piquet de grève. L'accident a été évité de justesse.

Le vendredi à 9 heures, le patron veut voir les délégués pour la première fois, mais il refuse de négocier. Il prend prétexte d'éléments extérieurs pour proférer des menaces, alors que seuls les travailleurs pénètrent dans l'usine.

Actuellement le patron joue sur le chômage (très important dans la région) pour intimider les grévistes, mais le chantage prend difficilement.

Les travailleurs décident des actions en assemblées générales où syndiqués et non-syndiqués participent.

La CGT a 150 syndiqués. La CFDT est inexistante.

En dernière minute, les seules propositions patronales sont une augmentation de 17 centimes (30 F par mois) et 100 F de prime de fin d'année. Ces miettes sont loin de satisfaire les travailleurs.

Texte soumis et approuvé par des travailleurs (ses) de l'usine.

(A suivre)

Enquête réalisée par la JCMLF.

Lutte pour une création  
de poste à l'école  
des Buttes à Grenoble

Il faut signaler tout d'abord que cette école de Grenoble fait partie avec quatre autres écoles du quartier de l'Arlequin d'un secteur expérimental. La recherche pédagogique qui y est menée sert beaucoup à l'image de marque d'une pédagogie dite « d'avant-garde ».

A l'école des Buttes donc, deux classes de l'année dernier se retrouvent cette année avec un seul maître. C'est sur ce fait que la lutte s'est engagée à la rentrée.

Parents et enseignants refusent cette situation. Ils refusent également les solutions proposées par l'administration c'est-à-dire la répartition de ces enfants dans les autres classes. Répartition qui irait à l'encontre de la volonté (inhérente à l'expérience entreprise) qu'un même groupe-classe soit suivi par le même maître pendant deux ou trois ans.

Ils refusent aussi la solution consistant à calculer les effectifs globalement sur les 5 écoles du quartier. Cette solution, si elle se généralisait, se traduirait chaque année par le déplacement d'enfants d'une école à l'autre et permettrait à l'administration de faire une économie maximum de postes.

Ainsi après une réponse négative à leurs demandes, parents et instituteurs décident le 23 septembre de passer à l'action. Les parents en allant massivement manifester tous les matins dans les couloirs de l'inspection académique, les instituteurs en se mettant en grève illimitée.

Durant cette période 2 créations de postes ont été débloquentes par le ministère alors qu'il en faudrait 40 sur le département dont 17 particulièrement urgentes.

Les élus de Grenoble (PS) qui ont créé ce quartier et le considèrent comme un modèle d'un urbanisme de « gauche » ont entrepris des « démarches ». Ils veulent surtout faire croire à ces électeurs qu'ils sont d'ardents défenseurs des intérêts de la population.

Rien n'ayant été obtenu, on s'en doute, l'action s'est durcie et étendue et le 4 octobre tous les instituteurs des 4 autres écoles se sont mis en grève. Au cours de cette journée parents et instituteurs ont une nouvelle fois envahi l'académie et malgré le système de guichet à double porte (close) ces messieurs ont bien dû entendre les slogans scandés par une centaine de personnes dans l'escalier. Puis après une « visite » au rectorat, à la mairie et à la préfecture, une manifestation a eu lieu dans le centre ville avec de nombreux panneaux dénonçant cette gestion de la pénurie.

Pour la conduite de cette lutte un comité d'action ouvert à tous se réunissait tous les jours. Parents et enseignants ont à juste titre mis en avant principalement la défense de l'emploi, au lieu de se prévaloir du statut expérimental pour obtenir en priorité les miettes accordées. Ils sont également entrés en contact avec d'autres localités en lutte pour des créations de postes, soulignant ainsi qu'il s'agit bien de la part du gouvernement d'une politique délibérée de chômage.

Vendredi 8 octobre l'action s'oriente vers une forme différente, les enseignants ont repris le travail mais une classe sauvage se met en place. Parents et enseignants sont décidés à poursuivre l'action pour obtenir satisfaction.

Correspondant HR.

AUX EDITIONS  
DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

— *L'impérialisme aujourd'hui* : il s'agit d'un traité sur « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

— *Études l'économie politique* : ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.

— *La Tanzanie* : cette 6e brochure de la collection « Tiers monde en lutte » aborde les questions d'édification économique de la Tanzanie et de la construction du Tanzam. 72 p. 6,50 F



## PSYCHIATRIE ET REPRESSION (2)

L'histoire de la psychiatrie montre bien que ce n'est pas seulement une partie de la médecine visant à soigner les troubles mentaux. Cette prétendue science a des liens fort étroits avec le maintien de l'ordre capitaliste qui lui fait jouer un rôle de contrôle social.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, époque du capitalisme montant, les aliénés étaient mélangés avec les emprisonnés des hôpitaux généraux, construits pour enfermer et faire travailler à bas prix les sans-travail : mendiants, vagabonds, chômeurs, jetés sur le pavé et sur les routes par les crises de production capitaliste et par la ruine des petits paysans à la campagne.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ils sont enfermés à part après avoir été reconnus aliénés par des tribunaux, procédure longue et coûteuse pour l'État. C'est peu après que certains médecins

se font fort de savoir reconnaître les aliénés sans qu'ils aient besoin de passer devant un tribunal et avant même qu'ils aient commis un délit qui les fasse traduire en justice. C'est la naissance de la psychiatrie, nouvelle ramification de l'appareil d'État qui mord sur le terrain de la justice bourgeoise et opère sous l'autorité de l'administration préfectorale. Ce n'est qu'en 1949 qu'un arrêté considère le mode de placement « volontaire » sous autorité du seul médecin comme devant être le mode habituel d'hospitalisation.

La loi de 1838 a ainsi été votée par la bourgeoisie à la suite de la révolution de 1830 et face à l'accroissement des luttes ouvrières et paysannes. C'est quelques dizaines d'années plus tard, lors d'un nouvel essor des luttes et peu de temps avant la Commune que vont être construits sur Paris et la

région parisienne principalement de nombreux nouveaux asiles qui seront appelés par la suite hôpitaux psychiatriques : Ste-Anne, Ville-Evrard, Perray-Vaucluse, Maison-Blanche, Moisselles.

Depuis la psychiatrie n'a cessé de se perfectionner pour s'adapter aux changements de la société et aux changements de troubles mentaux qui s'ensuivaient. Ainsi après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, le développement du capitalisme et des nouvelles formes d'exploitation a entraîné un accroissement considérable de surmenés, de déprimés, névrosés, délinquants. L'asile n'était plus adapté à ces travailleurs qui tout en ayant une incidence considérable sur les profits par leur moindre rentabilité, les arrêts de travail, etc., pouvaient cependant continuer à produire. C'est alors en 1960, c'est-à-dire à une période de consolida-

tion du capitalisme monopoliste d'État sous la direction de de Gaulle, que le pouvoir a changé le dispositif psychiatrique en mettant en place une politique dite de secteur : chaque département ou ville est divisé en secteurs de 70 000 habitants doté d'un dispensaire d'hygiène mentale et d'équipes mobiles qui peuvent exercer des contrôles à domicile et entrent en liaison de plus en plus souvent avec l'école et l'entreprise.

### NOUVELLES TECHNIQUES DE MANIPULATION

Tout en représentant un progrès par rapport à l'asile et aux méthodes anciennes de traitement, la psychiatrie moderne s'étend, se ramifie et diffuse de façon sournoise et dangereuse dans la société. Les travailleurs ne sont-ils pas amenés, en nombre croissant, à prendre de temps à autre des tranquillisants pour continuer à « tenir le coup » et le marché de tous ces médicaments chargés de « réadapter » à la vie sociale n'est-il pas de plus en plus florissant ! Le pouvoir a tout intérêt à se servir de cette « camisole chimique » pour endormir, pour émousser la volonté de révolte et de lutte de certains travailleurs et leur faire supporter plus docilement la dure exploitation à laquelle il les soumet.

Il utilise aussi abondamment les possibilités de manipulation qu'offrent les nouvelles techniques de psychothérapie dérivées de la psychanalyse de Freud, et le crédit que les travailleurs accordent au savoir du médecin et du psychologue. Haby déclare s'appuyer « sur les derniers acquis de la psychologie différentielle » et veut introduire des psychologues dans toutes les écoles pour cautionner à l'aide de « tests » la sélection accrue. Sudreau se propose de développer dans les entreprises diverses techniques telles la « dynamique de groupe » dans le but d'encourager subtilement la collaboration de classe en faisant croire que les conflits de classe ne sont autres que des conflits interpersonnels qu'il faut résoudre par la discussion « en équipe ». Il n'est donc pas sans importance de dénoncer certains des acquis les plus modernes de la psychiatrie dont la bourgeoisie veut se servir pour consolider de façon subtile et sournoise sa domination.

## Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

Nous allons présenter aujourd'hui les œuvres ayant trait à la tactique de front uni national adoptée par le PCC pendant la guerre de résistance contre l'impérialisme japonais.

### La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais (27 décembre 1935)

Il s'agit d'un rapport présenté par Mao Tsé-toung à la Conférence des militants actifs du parti, dans le nord du Chensi, à l'issue de la réunion du Bureau politique du PCC tenue en décembre 1935.

Cette réunion criti-

qua l'opinion erronée alors répandue dans le parti selon laquelle la bourgeoisie nationale chinoise ne saurait être un allié des ouvriers et paysans dans la lutte contre le Japon et décida d'adopter la tactique de front uni national.

### Le rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale (octobre 1938)

Ce rapport présenté par Mao Tsé-toung à la VI<sup>e</sup> Session plénière du Comité central issu du VI<sup>e</sup> Congrès du PCC, souligne la nécessité de poursuivre la politique de front uni antijaponais mais indique en même temps qu'il devait y avoir union et lutte au sein de ce front

et que la formule « Tout par le front uni » était à rejeter. Cet aspect du problème fut examiné par Mao Tsé-toung dans une partie des conclusions qu'il présenta à cette session et qui est intitulée « L'Indépendance et l'autonomie au sein du front uni ».

Pour vous procurer ces œuvres, écrivez aux Éditions du Centenaire :

— A Paris : 24, rue Philippe-de-Girard, Paris - Xe  
— A Lyon : 33, rue René-Leynaud, 1<sup>er</sup>

Tome 1 : 9,95 F broché - 15,60 F relié - pour la première

Tome 2 : 12,85 F broché - 19,25 F relié - pour les autres

Vous pouvez également vous les procurer dans les librairies : Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris XX<sup>e</sup> — La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon.

#### COMMUNIQUE

Les No 35, 36 et 37 de Pékin-information parus après la mort du président Mao Tsé-toung sont disponibles aux Éditions du Centenaire.

#### COMMUNIQUE DE LA RÉDACTION

Nous demandons à nos camarades, amis et lecteurs de nous envoyer des témoignages et articles concernant la question du logement, la politique d'urbanisme, notamment dans les municipalités révisionnistes, le rôle des OPHLM, l'attitude de la CNL, les luttes des locataires contre les augmentations de charges, saisies et expulsions, etc.).

En effet, nous sommes dans une période où les luttes sur ce front s'étendent et nous comptons publier dans une quinzaine de jours une série d'articles sur cette question. Nous avons besoin pour cela de la contribution de tous !

Éventuellement nous pourrions envoyer un journaliste pour interview, mais nous sommes bien sûr limités et le principal c'est que nos lecteurs collaborent eux-mêmes comme rédacteurs à leur journal.

#### ISSY-LES-MOULINEAUX

exposition

« IMAGES DU PEUPLE CHINOIS »

« maison pour tous »

31 rue Gambetta

jusqu'au 21 octobre - entrée libre

avec au programme notamment

MERCREDI 12 OCTOBRE A 20 H 30

Soirée-débat sur la santé avec la projection du film « Rongyu, médecin aux pieds nus » animé par un médecin membre de l'Association

## Des dizaines de milliers de personnes ont fait connaissance avec la Chine à la foire exposition de St Brieux

Cette année à la foire des Côtes d'Armor un hall entier était réservé à la connaissance de la République populaire de Chine. Le comité de la foire avait demandé au comité local des Amitiés franco-chinoises de se charger de la présentation de la Chine contemporaine.

Aussi pouvions-nous voir de nombreuses expositions (santé, commune populaire, politique étrangère, vie quotidienne), de nombreux films et photographies ainsi que des objets usuels prêtés par l'ambassade. Une exposition de rouleaux sur soie était également présentée en même temps que la grande exposition intitulée « Images du peuple chinois ». Dans la salle de cinéma, pendant toute la durée de la foire (du 11 au 19 septembre) étaient projetés des montages de voyageurs venus de toute la Bretagne. Enfin, pour terminer avec cette rapide présentation il faut signaler la place importante réservée au stand des Amitiés franco-chinoises. Des objets de vannerie, des cartes postales, des timbres, des papiers découpés, toutes les publications des Éditions de Pékin, des disques étaient en vente, sans oublier les diverses brochures des AFC. Les principaux livres français consacrés à la RPC avaient été prêtés par une librairie amie de la Chine pour être exposés.

Le succès a été énorme. 100 000 entrées (près de 20 % de plus que les années précédentes) — nombreux étaient ceux qui disaient être venus pour voir les expositions — de nombreux articles de presse consacrés à la RPC — dans Ouest-France et le Télégramme — des émissions de radio et de télévision... C'est énorme et d'autant plus énorme quand on sait

que la majorité des visiteurs étaient des gens du peuple (ouvriers, petits paysans des alentours, employés), quand on sait que beaucoup étaient venus juste pour jeter un œil et qu'ils sont restés plusieurs heures ou même sont revenus deux ou trois fois dans la semaine, quand on sait que des milliers de gens sont repartis avec des publications ou des objets de vannerie sous le bras en ne cachant pas leur admiration pour la construction du socialisme en Chine. Enorme succès quand on sait que des dizaines et des dizaines de gens ont pris contact pour obtenir des projections dans leur quartier ou leur village, quand on sait aussi que plus de mille personnes ont signé souvent avec émotion le Livre d'or ouvert au stand de l'Association et parmi elles, plusieurs vieux militants du PCF qui ont écrit comme dédicace « Au grand dirigeant prolétarien ». L'énumération pourrait encore être large mais nous ne pouvons la clore sans parler de la soirée commémorative organisée par l'AAFC : 300 personnes pour la plupart des gens du peuple, sont venus rendre un hommage solennel au président Mao Tsé-toung. Au cours de cette soirée, il y avait un bref montage sur la vie de Mao, une intervention de Michel Magloff et une autre de Monsieur Pochon, agriculteur dans la région avant la projection du film de la série « Yukong » : « Une femme, une famille ». Beaucoup sont repartis émus mais aussi confiants pour l'avenir de la Chine.

Cette semaine consacrée à la Chine marque en tout cas un grand encouragement pour le comité AFC de Saint-Brieux.



## culturel

## Un début à tout

Une nouvelle de

Dominique Pagelle

Joignant les mains et respirant profondément Jacqueline énonça sèchement :

«Écoute-moi bien...» Elle s'arrêta pour voir s'il n'y avait personne autour. Hormis le jeune gars personne ne s'intéressait à eux.

«Cette nuit j'ai fait les tracts et des réunions. Il y en a qui vont nous trahir. On a tout préparé pour empêcher ça. Qu'est-ce que tu croyais ? J'ai dit à la voisine de t'aider pour les enfants.»

Obsédé par la séance de la veille Michel encaissait sans broncher. Il se faisait remettre en place par quelqu'un qui lui était tout à fait inconnu. Jacqueline changea soudain de ton ; elle cria presque :

«Si tu es venu nous aider tu peux rester, sinon, va-t-en !»

«Tu vas voir à la maison» fut tout ce qu'il sut dire. Mais il sentait déjà, pendant que sa femme reprenait calmement les tracts, qu'on ne verrait rien du tout à la maison, et que s'il insistait un peu il n'y aurait plus de maison, plus de femme... qu'il avait perdu. Il était mortifié. A 25 ans il avait déjà fait quatre grèves. Il avait été licencié pour ça. S'entendre dire par une femme, par sa femme : «Va-t-en ; je suis en grève». Son idée fut de partir mais il se mêla involontairement aux groupes.

Une voix de femme le tira de sa méditation. Eraillée mais forte, se renforçant toujours, de plus en plus aiguë et bien compréhensible, elle s'élevait au-dessus des têtes. Des grévistes formèrent une masse compacte. Michel, bien placé, vit ce qui se passait au centre. La femme apostrophait un homme très élégant et sans âge. Elle, son visage était profondément ridé, marqué, dur et bouché par les deux grands cercles d'écaillés de ses lunettes.

## Vendredi sur TF1, le «Malade imaginaire» de Molière

## QUI FUT VRAIMENT MOLIERE ?

Molière est un des plus grands noms de la littérature française. On l'étudie beaucoup dans les écoles de la bourgeoisie en tant que «gros farceur» ou moraliste bien pensant (et la représentation de Vendredi soir se place malheureusement dans cette optique).

Mais qui fut-il vraiment ? Sa carrière se déroule sous le règne de Louis XIV et sa vie fut une suite de démêlés avec les autorités civiles et religieuses. Dès le début, ses comédies fustigeaient les nobles et tous ceux qui vivaient sur le dos du peuple. Il s'en prenait à la toute-puissance de l'argent et aux mœurs féodales, notamment dans les domaines des relations entre les hommes et de l'amour. Si vous connaissez des pièces de Molière vous direz qu'on n'y voit guère de dénonciations politiques aussi claires. La raison en est simple : à l'époque de Louis XIV la bourgeoisie, future classe révolutionnaire de 1789 (la classe que représente Molière) n'en était pas encore à la lutte pour le pouvoir. Elle en était seulement à établir sa puissance économique et à s'emparer de la direction du commerce. D'autre part, elle appuyait la politique de Louis XIV qui consistait à centraliser le pouvoir pour briser la domination des féodaux et créer le premier État moderne d'Europe.

Tout cela se retrouve dans les œuvres de Molière. La critique de l'incapacité et de la vanité de la noblesse ;

## UN NOUVEAU PÉRIODIQUE DE RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La revue trimestrielle Commerce extérieur de Chine (connue sous son titre anglais China's Foreign Trade) est désormais disponible en français à compter du No 3-1976

Cette revue expose les principes de la politique de la Chine en matière de commerce extérieur et présente de nombreuses informations sur les réalisations scientifiques et techniques.

Abonnement 1 an : 14 F à adresser à E-100 : 24, rue Philippe de Girard - Paris - 75010.

Le No 3 est gratuit sur simple demande (joindre un timbre pour frais d'envoi).

la défense de la nouvelle mentalité bourgeoise et de l'enrichissement par le commerce (mille fois plus progressiste que le parasitisme féodal) ; la dénonciation des bourgeois qui cherchaient à devenir des nobles plutôt que de remplir leur mission historique (par exemple, dans le très célèbre «Bourgeois gentilhomme») ; sans oublier le soutien à la politique centraliste de Louis XIV.

Molière était un auteur extrêmement populaire. Lors de nombreuses représentations, le peuple lui criait son soutien de la salle et se plaisait à voir ridiculiser ses maîtres.

Molière avait bien besoin de ce soutien. Plus il avançait dans son œuvre, plus elle perdait son caractère de farce pour prendre un contenu de plus en plus profond et parfois dramatique et plus se déchainaient contre lui les forces réactionnaires de l'Église et des féodaux. Plusieurs de ses plus grandes œuvres, telles «Don Juan» ou «Tartuffe», furent interdites (certains de leurs passages étaient encore censurés au début de notre siècle !). Ces pièces, effectivement, s'en prenaient à l'hypocrisie de l'Église qui cache

sous des apparences très saintes le parasitisme féodal (Tartuffe), ou encore elles affirmaient (Don Juan) l'existence de Dieu et la liberté des hommes, même si ces affirmations peuvent nous sembler un peu trop prudentes aujourd'hui ou même ambiguës.

Comme tous les progressistes de son époque, Molière était en effet un partisan des doctrines matérialistes qui se développaient à nouveau sous l'impulsion de la bourgeoisie. C'est notamment la raison pour laquelle il s'en prit si souvent et si violemment aux médecins qui à l'époque tenaient des positions antiscientifiques. Ils refusaient, par exemple, la circulation du sang au nom de la théologie, formaient une caste de charlatans qui suçaient l'argent des malades sans leur donner le moindre soin sérieux et persécutaient les hommes qui cherchaient à développer les sciences de la nature.

En un mot, même si la bourgeoisie réactionnaire d'aujourd'hui a su le «récupérer» en partie, Molière fut un écrivain populaire et progressiste qui a joué un rôle important dans la lutte contre la féodalité.

## Chine

## Chansons contre Teng Siao-ping

L'Agence Chine nouvelle vient d'annoncer la sortie d'un recueil de 111 chansons destinées à «repousser la tentative de déviationnisme droitier» de Teng Siao-ping. Ce recueil a été édité par la maison d'édition de la musique populaire.

«Sur une musique ardente, pleins d'enthousiasme politique, ces chants célèbrent le grand dirigeant et grand éducateur le président Mao, le Parti communiste chinois, la Grande Révolution culturelle prolétarienne et les acquis du socialisme et dénoncent avec indignation la ligne contre-révolutionnaire révisionniste et la tentative de déviationnisme droitier de Teng Siao-ping», écrit notamment l'agence chinoise.

Ces chansons ont été composées — pour la plupart par des ouvriers, paysans et soldats — révèle l'Agence Chine nouvelle, à l'occasion d'un festival national de chant organisé pour le 34<sup>e</sup> anniversaire de la publication des «Interventions aux causes sur la littérature et l'art à Yenan», du président Mao.

On pourrait souhaiter voir traduits les textes de ces chansons en français. Cela constituerait certainement un bon moyen pour avoir une connaissance plus approfondie de la lutte contre le déviationnisme de droite en Chine.

## SONT PARUS CET ÉTÉ AUX ÉDITIONS DE TIRANA

— La lutte antifasciste du peuple albanais : la lutte contre le fascisme, l'opportunisme, le sectarisme et le révisionnisme occupent une place importante dans ces documents du Parti communiste albanais, datant de la guerre de Libération nationale (1941-1945) 562 p., 26 F.

— Enver Hoxha, Œuvres choisies, tome 2. Ce deuxième tome rassemble les écrits situés chronologiquement entre 1948 et 1960 (date du discours à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers à Moscou) ; y sont exposées sur la base des principes marxistes-léninistes, l'édification de l'Albanie nouvelle, l'édification du PTA, l'analyse de la situation internationale, la lutte contre le révisionnisme... 928 p., 26,65 F.

— Conférence nationale des études sur la lutte antifasciste de libération nationale : les discours publiés dans ce livre abordent chacun un aspect de la lutte de libération nationale : rôle du PC, question du pouvoir, culture nouvelle durant la lutte, situation par rapport à la lutte antifasciste mondiale. 214 p., 13 F.

Passez vos commandes à E-100, 24, rue Philippe-de-Girard, 75010 Paris (ajouter 10 % pour participation aux frais de port).

## TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 an	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	600 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE  
No 30226 72 - La Source

## A la librairie La Force du Livre à Lyon

## Une exposition sur la vie et l'œuvre du président Mao Tsé-toung

Une grande partie de la librairie a été réservée à cette exposition. Sur 12 panneaux est retracée la vie du grand dirigeant chinois, étroitement liée à l'histoire de la Chine d'aujourd'hui. Plus de 150 photographies illustrent de manière vivante les étapes principales de cette grande page d'histoire.

Il ne faut pas se faire d'illusions, le président Mao disparu, les attaques ouvertes ou sournoises vont se multiplier pour falsifier sa vie et son œuvre. Cette exposition, comme bien d'autres initiatives, peut servir à faire connaître de manière vivante ce qu'ont été la vie et l'œuvre du président Mao Tsé-toung. Il faut absolument aller la voir et surtout y amener collègues de travail, amis, parents, voisins, il



faut trouver l'occasion d'y engager de riches discussions et de faire naître des sympathies nouvelles pour la Chine socialiste.

Selon les organisateurs, cette exposition est faite de

façon à pouvoir être modifiée suivant les critiques et suggestions qui seront faites et elle peut être réutilisable.

«La Force du Livre», 33, rue René-Leynaud - 69001 - Lyon.

# L'Humanité Rouge

enquête

## L'ALBANIE, PHARE DU SOCIALISME EN EUROPE (1)

La grande presse bourgeoise de notre pays ne nous aide guère à connaître l'Albanie. «Le Monde», «Le Figaro», «L'Humanité», leurs compères hebdomadaires ou quotidiens, la radio comme la télévision, appliquent à son égard une seule règle : le silence le plus total. Et ce n'est pas sans raison de leur part.

Comment pourraient-ils en effet faire savoir qu'existe tout près de nous un petit pays européen où s'exerce la dictature du prolétariat, qui avance brillamment dans l'édification du socialisme en comptant sur ses propres forces. Un petit pays qui comme la République populaire de Chine, applique les principes universels du marxisme-léninisme à sa situation concrète, développe son économie en s'appuyant sur son peuple en totale indépendance des révisionnistes de Moscou dont il a largement contribué à démasquer la vraie nature bourgeoise et impérialiste.

Cette muraille de silence dressée autour de l'Albanie, c'est à nous qu'il appartient de l'abattre, tout particulièrement en ce moment où le peuple albanais en liesse se prépare à célébrer le VIIe Congrès du glorieux Parti du travail d'Albanie, dirigé par le camarade Enver Hoxha, et le 35<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation.

Le black-out entretenu autour de l'Albanie est tel que peu de gens, chez nous, savent où elle se situe géographiquement. L'Albanie est pourtant toute proche de nous, en Europe, dans une zone d'importance stratégique pour notre continent : les Balkans. Petit pays par la superficie (28 748 km<sup>2</sup>, à peu près trois fois la Corse), comptant 2 500 000 habitants, l'Albanie est bordée à l'Ouest par la mer Adriatique qui la sépare de l'Italie à laquelle elle fait face, au Nord et au Nord-Est par la Yougoslavie, au Sud par la Grèce.

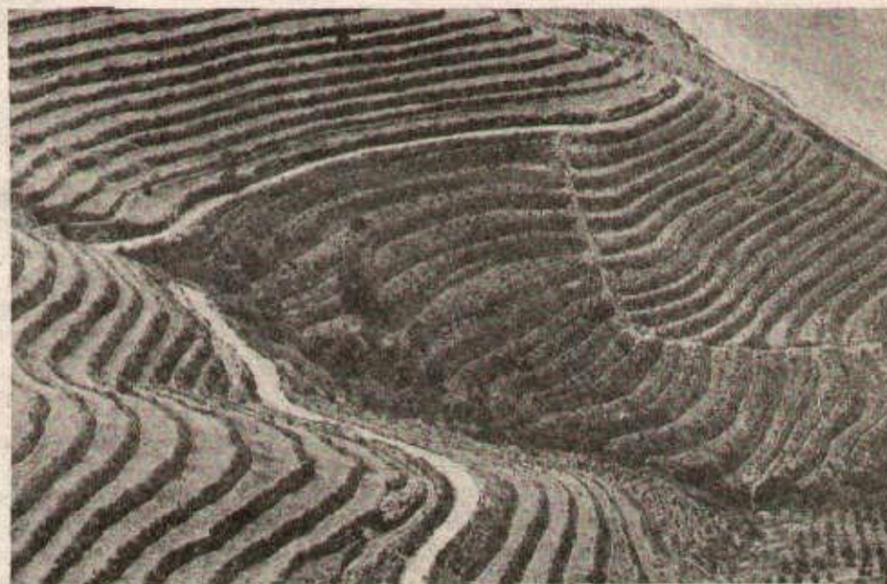
C'est un pays très montagneux, son altitude moyenne est la plus élevée d'Europe, dont le littoral comporte pourtant de belles plaines. Son climat est méditerranéen et sa terre était au départ bien pauvre et inhospitalière.

Le peuple albanais est un peuple très ancien, doté de traditions millénaires, pourvu d'une langue originale, son histoire est celle d'une longue résistance à l'agression des envahisseurs successifs : romains, bulgares et surtout turcs qui ont occupé le pays du XVe siècle à 1912 (date de la proclamation de l'indépendance) sans jamais parvenir à le soumettre. Les derniers envahisseurs, les fascistes italiens et les nazis allemands, s'y sont cassés les dents à l'issue de la dernière guerre mondiale. «Le peuple albanais, a dit le camarade Enver Hoxha, s'est frayé un chemin dans l'Histoire l'épée à la main», ou encore «nous avons combattu, même le ventre creux et nu-pieds, mais nous ne nous sommes jamais inclinés devant qui que ce soit.»

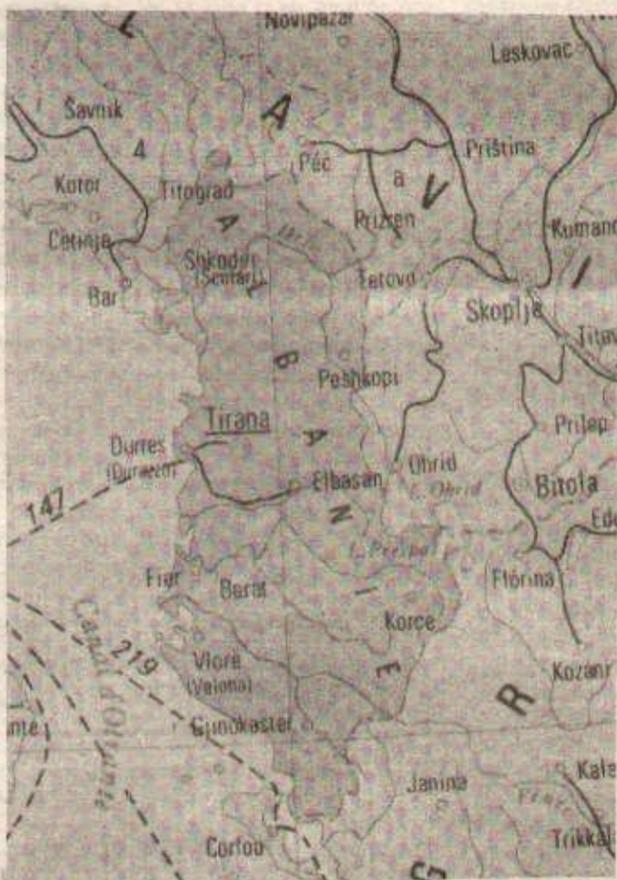
Malgré tout, dans le passé, le peuple albanais n'avait pu conquérir une véritable indépendance. La fondation du Parti communiste d'Albanie, le 8 novembre 1941, par Enver Hoxha, a été l'événement le plus marquant de son histoire.

Sous la direction du parti, la lutte pour la libération nationale et sociale a été guidée, organisée. Elle a triomphé des ennemis les plus féroces. Le 29 novembre 1944, le pouvoir populaire était instauré en Albanie. Des sacrifices héroïques ont permis cette victoire. Ils sont rappelés aujourd'hui par les monuments érigés à la mémoire des révolutionnaires tombés au cours de la lutte révolutionnaire de libération nationale. Il existe un petit monument symbolisant chacun un partisan tombé, pour chaque kilomètre carré du pays.

Juste avant la Libération, l'Albanie était encore plongée dans les ténèbres du féodalisme. Le peuple y vivait dans une misère atroce, opprimé par l'impérialisme, les chefs féodaux, la bourgeoisie réactionnaire et les popes, condamné à l'exil.



Le socialisme a fait fleurir les montagnes arides.



Le peuple en armes veille sur les frontières de la patrie socialiste.

Aujourd'hui, 32 ans après sa libération, le peuple albanais avance d'un pas sûr dans la voie du socialisme, guidé par son parti. La belle formule d'Enver Hoxha résume cet accord profond du parti et des masses populaires : «Le peuple construit le socialisme, le parti lui fait prendre conscience».

C'est à travers une lutte acharnée contre les ennemis du dedans et du dehors que l'Albanie construit le socialisme, remportant de spectaculaires victoires dans tous les domaines : politiques, idéologiques, économiques, militaires. Bien que cruellement dévastée par la guerre, soumise à un double encadrement impérialiste et révisionniste, l'Albanie a réussi, au cours de ces trente années de lutte, à développer une industrie et une agriculture indépendantes et modernes, à instruire et soigner tout le peuple, à développer une culture et un art socialistes profondément enracinés dans les traditions nationales, à améliorer constamment le bien-être du peuple éduqué

dans l'esprit révolutionnaire. Un seul exemple : en ce bref laps de temps, l'Albanie qui, avant la libération, connaissait le niveau de mortalité le plus élevé d'Europe (un décès pour deux naissances) et la durée de vie la plus courte, a réussi à se ranger parmi les pays du monde au taux de natalité le plus élevé, au taux de mortalité le plus bas, et à la durée moyenne de vie la plus longue. L'inflation et le chômage y sont totalement inconnus et les prix en baisse constante.

Ces résultats splendides, fruit du travail du peuple, de l'unité indéfectible qui soude le parti et les masses populaires, sont garantis par la vigilance du peuple en armes. Au vu de ces résultats qu'elle apparaît donc ridicule la «prophétie» de Khrouchtchev : «La petite Albanie ne peut vivre un seul jour sans l'aide soviétique!»

Quels sont les facteurs déterminants de ces succès ? C'est avant tout sous la juste et clairvoyante direction du Parti du travail d'Albanie conduit par Enver

Hoxha, la consolidation de la dictature du prolétariat dans tous les domaines, la lutte contre le bureaucratisme comme le libéralisme et l'épanouissement de la démocratie socialiste.

Ces succès, il nous faut les faire connaître. Il nous faut en faire comprendre la raison. L'exemple de l'Albanie, phare du socialisme en Europe, renforce la confiance de la classe ouvrière et des masses populaires de France en leur propre libération. Il fait mentir les affirmations de tous les opportunistes et les traîtres affirmant qu'il n'est pas possible de se libérer de l'impérialisme US sans l'URSS, contre elle. Il témoigne de façon vivante que seule la dictature du prolétariat peut réaliser les aspirations fondamentales des masses populaires au bien-être et à la liberté. Il rappelle que l'existence du parti du prolétariat, armé d'une juste ligne politique, est indispensable, vitale pour le succès des luttes révolutionnaires. Autant d'enseignements infiniment précieux qu'il nous appartient de populariser.